

Après l'été des records, l'hiver des solutions ? Note du WWF France pour s'adapter et ne pas subir.

L'été 2026 aura, s'il en était encore besoin, levé une ambiguïté : nous n'en sommes plus seulement à prévenir le changement climatique, nous devons désormais en affronter les conséquences.

En quelques semaines, la France a connu des vagues de chaleur d'une intensité inédite, une sécheresse qui a placé l'essentiel du territoire sous restrictions et des incendies d'une ampleur exceptionnelle. Ces crises ne sont ni indépendantes les unes des autres, ni de simples accidents météorologiques : la hausse des températures accroît l'évaporation et assèche les sols, la raréfaction de l'eau fragilise les écosystèmes, la chaleur et la sécheresse rendent les forêts plus inflammables. Elles donnent à voir ce que signifie concrètement vivre dans une France plus chaude.

Pendant des décennies, nous avons repoussé une partie des transformations nécessaires pour réduire nos émissions et préparer nos territoires. Au coût de la transition va désormais s'ajouter celui de l'impréparation. Il faut tout à la fois continuer à décarboner notre économie et adapter dans l'urgence nos villes, nos logements, notre agriculture, nos infrastructures et nos forêts à des conditions climatiques pour lesquelles ils n'ont pas été conçus. Chaque dixième de degré supplémentaire rendra cette adaptation plus difficile et plus coûteuse. Mais l'été 2026 montre aussi que l'adaptation ne peut plus être considérée comme une politique secondaire ou lointaine : elle devient une condition de notre capacité à habiter, produire, travailler et nous nourrir dans les décennies qui viennent.

Pour autant, le constat de l'urgence ne nous a pas encore permis de nous mettre d'accord sur les solutions. Face à chaque crise apparaît au contraire la tentation d'une fuite en avant : il fait trop chaud, mettons du froid ; il n'y a plus assez d'eau, stockons-la ; une plantation de pins a brûlé, replantons-la à l'identique.

Comme si ces crises restaient exceptionnelles et qu'un supplément de technologie permettrait de continuer comme avant, sans interroger nos bâtiments qui surchauffent, notre agriculture dépendante de l'irrigation ou la vulnérabilité de certaines de nos forêts. La climatisation, les retenues d'eau ou les plantations ont évidemment leur utilité et seront parfois indispensables. Mais elles deviennent de fausses solutions lorsqu'elles servent à éviter les transformations plus profondes qui permettraient de réduire notre vulnérabilité. S'adapter au changement climatique, ce n'est pas chercher à préserver à tout prix le monde d'hier sous le climat de demain : c'est accepter de transformer dès aujourd'hui nos villes, notre agriculture et nos forêts pour les rendre capables d'y résister.

Vagues de chaleur : climatiser la France ou construire la fraîcheur ?

Rappel en quelques chiffres :

- Déjà 3 vagues de chaleur successives (17-30 juin, 4-19 juillet, 28 juillet...) en France hexagonale, soit 52 jours en cumulé, un total jamais enregistré (33 jours en 2022, 22 jours en 2003).
- 72 départements simultanément en vigilance rouge canicule le 25 juin, auxquels s'ajoutaient 14 départements en orange : un niveau totalement inédit depuis la création de la vigilance canicule en 2004.
- 20 nuits tropicales en un mois à Paris : 10 consécutives en juin puis 10 consécutives en juillet.
- 30,6 °C... au plus frais de la nuit à Vivès, dans les Pyrénées-Orientales, dans la nuit du 8 au 9 juillet : record absolu français de température minimale.
- 24,9 °C : juillet 2026 est le mois le plus chaud jamais enregistré en France depuis 1900, tous mois confondus. Il dépasse même août 2003 (24,8 °C).

La fausse bonne idée : croire que la clim protège des canicules

Dès les premiers épisodes de canicule de l'été 2026, le débat sur l'adaptation à la chaleur s'est largement concentré sur le retard français en matière de climatisation : écoles contraintes de fermer, logements transformés en bouilloires thermiques, lieux de travail surchauffés... De fait, la climatisation peut s'avérer indispensable, notamment dans les hôpitaux, les EHPAD, certains établissements scolaires ou lieux refuges, et pour protéger les personnes les plus vulnérables. Mais il ne faut pas prendre une solution pour la solution.

D'autant qu'il y a climatisation et climatisation. Dans son [étude](#) "Climatisation et inégalités : le coût caché du bas de gamme" publiée le 6 août, le WWF France alerte notamment sur les climatiseurs mobiles d'entrée de gamme, souvent la seule solution accessible aux ménages modestes ou locataires. Moins chers à l'achat, ces appareils sur roulettes, dont la gaine d'évacuation impose souvent de laisser une fenêtre entrouverte, consomment près de deux fois plus d'électricité qu'un climatiseur fixe performant. Le WWF démontre que leur coût de fonctionnement pourrait atteindre en moyenne 142 euros par an en France et près de 400 euros par an dans les régions méditerranéennes dès 2035, pour une efficacité et une durée de vie souvent limitées.

Or, en matière d'investissement public ou de soutien public à l'investissement privé, l'urgence à climatiser ne doit pas faire oublier l'urgence à réduire le besoin même de climatisation. Dans les bâtiments, cela suppose de remettre le confort d'été au cœur de la rénovation : protections solaires extérieures, meilleure inertie thermique, ventilation naturelle performante, matériaux adaptés et solutions de rafraîchissement sobres et mutualisées. À l'échelle des villes, il faut parallèlement s'attaquer à la surchauffe urbaine elle-même en végétalisant, en désimperméabilisant les sols, en restaurant les zones humides, en développant l'ombrage et les îlots de fraîcheur.

Sécheresse : augmenter les stocks d'eau ou réduire la demande ?**Rappel en quelques chiffres**

- 74 départements en situation de crise sécheresse au 18 août 2026 : les 3/4 de la France hexagonale ont atteint le niveau maximal de restriction de l'eau.
- Après un mois de juin déjà déficitaire de plus de 50%, la France a connu en juillet un déficit pluviométrique moyen de près de 70%.
- Mi-juillet 10% des stations de mesure des débits des cours d'eau avaient atteint un niveau inférieur à leur minimum observé depuis 50 ans.
- Fin juillet 2026, la sécheresse moyenne des sols français était équivalente à celle de la mi-août 2022, qui constitue le record bas de la série.
- Le 12 août, plus de 40 000 personnes subissaient des coupures d'eau au robinet.

La fausse bonne idée : réinventer la hiérarchie des usages de l'eau

Notre modèle agricole est devenu particulièrement vulnérable à la raréfaction de la ressource : l'irrigation représente 61 % de la consommation totale d'eau en France, essentiellement en été, lorsque l'eau est la moins disponible. Cette dépendance devrait encore s'accroître et avec elle la tentation de chercher à sécuriser cette demande en stockant toujours davantage d'eau : la loi d'urgence agricole votée cet été prévoit ainsi de doubler les capacités de stockage d'ici 2050. Mais, si elles peuvent faire partie du panel de solutions, les solutions de stockage ne pourront pas être généralisées partout dans un contexte de diminution de la ressource et de sécheresses hivernales plus fréquentes. Même dans des scénarios de déploiement important, les nouveaux stockages ne permettraient selon France Stratégie d'économiser que l'équivalent de 2 % de l'eau utilisée par l'agriculture en France. Le cœur du problème est que, pendant des décennies, l'intensification agricole et l'urbanisation ont tout fait pour évacuer l'eau des territoires en favorisant le ruissellement au détriment de l'infiltration (disparition de 43 % des haies, recalibrage des cours d'eau, drainage des terres et disparition de la moitié des zones humides...).

Il faut donc changer de logique : apprendre d'abord à retenir l'eau là où elle tombe, grâce à des sols vivants, des haies, des zones humides préservées et des écosystèmes en bonne santé, capables de la stocker naturellement et de la restituer progressivement. En plus de la solidarité indispensable envers les agriculteurs qui font face à des pertes de rendements colossales, il faut investir massivement dans des cultures plus adaptées au climat et moins dépendantes de l'irrigation... mais aussi revoir notre modèle de consommation car notre agriculture est d'abord la conséquence de notre alimentation. Le WWF a ainsi [montré](#) comment réduire la place des protéines animales en privilégiant davantage d'aliments végétaux, locaux et de saison tout en misant sur la qualité de nos élevages à l'herbe et durables, permettant de diminuer fortement l'eau nécessaire à la conception de notre repas.

Feux de forêt : réparer les dégâts ou prévenir les prochains ?**Rappel en quelques chiffres**

- Près de 600.000 ha de forêt sont parti en fumée cet été en Europe, dont plus de 100.000 en France. 42.000 dans le seul département de la Gironde, mais également dans les Landes, à Fontainebleau, dans la Drôme, le Var, la Corse, les Hauts-de-France, la Bourgogne ou la Bretagne.
- Le changement climatique crée les conditions (température >30°, humidité < 30%, vent >30 km/h) qui favorisent leur propagation et leur intensité (sécheresse des sous-bois et des sols).
- Il n'est toutefois pas à l'origine des départs de feu. 90% du nombre des départs de feux de forêts sont d'origine humaine, accident ou imprudence en majorité (2/3), naissant à proximité des habitations et des infrastructures.
- Au-delà de leurs conséquences humaines et matérielles ainsi que de l'émission de plusieurs millions de tonnes de tCO₂e que les forêts ont mis des décennies à stocker, l'impact sur la biodiversité est mal estimé.
- La restauration des seuls arbres demandera au moins 30 ans, bien plus pour un écosystème forestier riche en biodiversité.

La fausse bonne idée :

Sous l'effet du changement climatique, les forêts deviennent un enjeu durable pour l'habitabilité de nos territoires, la conservation de la biodiversité et le climat. La plantation d'1 milliard d'arbres, subventionnée depuis plusieurs années, ne suffira pas et pourrait même aggraver la situation si elle se fait à la mode industrielle, comme trop souvent. Si elle peut faire partie du panel de solutions, la plantation d'arbres à l'identique a déjà montré ses limites : elle est chère (5 à 10 K€/ha), incertaine (forte mortalité dès le premier été caniculaire) et incite insuffisamment les propriétaires à adapter leurs modes de gestion vers plus de résilience.

Il faut donc changer de logique : puisque près de 90% des départs de feu sont liés aux activités humaines, la prévention demeure notre premier levier d'action. L'enjeu est désormais de développer une véritable culture du feu de forêt, partout en France et tout au long de l'année : sensibiliser les citoyens, aménager et urbaniser autrement à l'interface avec les forêts, appliquer les obligations de débroussaillage en respectant la biodiversité, adapter les dispositifs de prévention à l'ensemble de l'Hexagone...

Cette nouvelle réalité impose également d'adapter la gestion de nos forêts. Toute forêt brûle lorsque les conditions sont réunies, mais favoriser des peuplements plus diversifiés en essences, en âges et en structures, préserver les zones humides et la mosaïque de paysages, limiter les continuités de végétation très inflammable sont autant de leviers pour renforcer la résilience des forêts. Comme l'a expliqué le WWF France, la restauration post-incendie ne doit pas être guidée par l'urgence de replanter. La première étape consiste à évaluer finement sur le terrain la capacité de la forêt à se régénérer naturellement, car c'est souvent la solution la plus efficace sur le plan écologique.